WILL's contribution about the Verra requests input on scaling voluntary carbon markets and avoiding double counting post 2020

13 Octobre, 2020

La crise sanitaire mondiale que nous traversons pose des défis particuliers face à la crise climatique et tout aussi urgents. Pas plus loin qu'en octobre 2018 le GIEC recommandait de réduire les émissions de GES de 45% en 2030 par rapport à 2010, année de référence. Cela représentait près de 200 milliards de tonnes d'émissions de GES à supprimer définitivement d'ici 2030. Et ce n'est que le début du chemin vers la cible mondiale de 2050 où plusieurs parties prenantes se sont engagées vers un net zéro carbone[1]. Au-delà de cette date il faudra que l'ensemble des États et des nations demeurent carboneutres pour plusieurs décennies et de façon durable. Il nous faut donc maintenir ces objectifs:

1. Des cibles de réductions annuelles cumulatives et ambitieuses, sur le plan local, national et international;
2. Des cibles de réductions annuelles cumulatives et ambitieuses, sur le plan local, national et international pour les 100 prochaines années, soit au moins jusqu'en 2120.

Dans ce contexte le préambule de l'Accord de Paris[2] répond de façon adéquate à ces défis de notre époque. C'est en tenant compte de ces éléments que nous soumettons nos commentaires sur les enjeux de double comptabilité soulevé par le programme VCS, dont nous sommes une partie prenante depuis près de 10 années[3].

[1] Netzerocarbon : https://www.wri.org/blog/2019/09/what-does-net-zero-emissions-mean-6-common-questions-answered
[2] https://cop23.unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement
[3] https://verra.org/wp-content/uploads/2017/10/VM0018v1.0PublicComment.pdf

1) Do the label titles "Article 6-Compliant" and "Pending Article 6" make sense? Or, should these labels have different names?

À ce moment nous n'avons pas de recommandations précises sur l'opportunité pour le programme VCS de labelliser prochainement des VCU sérialisés sous le programme avec des labels distinctifs. Nous croyons que cela n'ajoutera que de la confusion et dévalorisera les efforts de réduction déjà réalisés, mesurés et vérifiés, au détriment des autres.

Nous recommandons au programme VCS d'attendre que l'article 6 (ITMO) soit en place avec des mécanismes rigoureux de MRV[4], qui seront équitables. Le signal d'une ratification par un nombre de pays significatifs devrait être le jalon déclencheur avant de considérer cette labellisation qui malheureusement, nous l'anticipons, fragmentera l'Offre de VCU du programme VCS.

2) Do you think carbon credits (VCUs) being used to meet corporate voluntary GHG commitments (e.g., "net-zero" or "carbon neutrality") should require a corresponding adjustment to be made by the project's host country? Please explain your rationale.

Non. Comme nous avons souligné en introduction, toutes les parties prenantes de la société devraient pouvoir s'impliquer, et pas seulement les gouvernements nationaux et les corporations. Notre compréhension du marché volontaire est qu'il permet et favorise la participation de tous au-delà de pratiques courantes et des réglementations en place tant aux niveaux national, qu'infranational ou local.

En fait, le marché volontaire devrait être considéré comme un instrument économique et participatif supplémentaire au panier de différentes mesures réglementaires sur la tarification carbone que ce soit, des Cap & Trade, des taxes carbone ou des réglementations spécifiques, tel que sur l'efficacité des émissions de GES des véhicules. Rien ne devrait entraver le désir d'en faire plus, de supporter plus, d'être plus ambitieux que les tarifications nationales et toutes les réglementations climatiques.

D'un côté pratique, la confirmation de la propriété des émissions et des réductions de GES sur le plan local au point d'émission, bâtiment par bâtiment, devrait être un élément essentiel sur cette question. Il devrait être possible en tout temps d'être plus ambitieux que les politiques nationales d'un pays afin de toujours viser d'obtenir immédiatement un prix d'impact. Cette approche a l'avantage d'adresser la compétitivité des marchés internationaux, accentuée par la crise sanitaire qui favorise un contexte de repli économique et qui permet de se rapprocher du coût social du carbone (CSC)[5] ou de tendre vers un prix d'impact, c'est à dire un prix qui favorisera le changement[6] et qui constitue un puissant antidote au « greenwashing »[7]. Il faut cesser de confondre/englober la couverture d'un sectoral scope sans considérer le prix qui y est apposé.

[4] **MRV** : *Monitoring, Reporting and Verification*

[5] Mise à jour technique des estimations du coût social des gaz à effet de serres réalisées par ECCC, mars 2016 https://www.linkedin.com/pulse/prix-et-co%C3%BBt-carbone-martin-clermont/

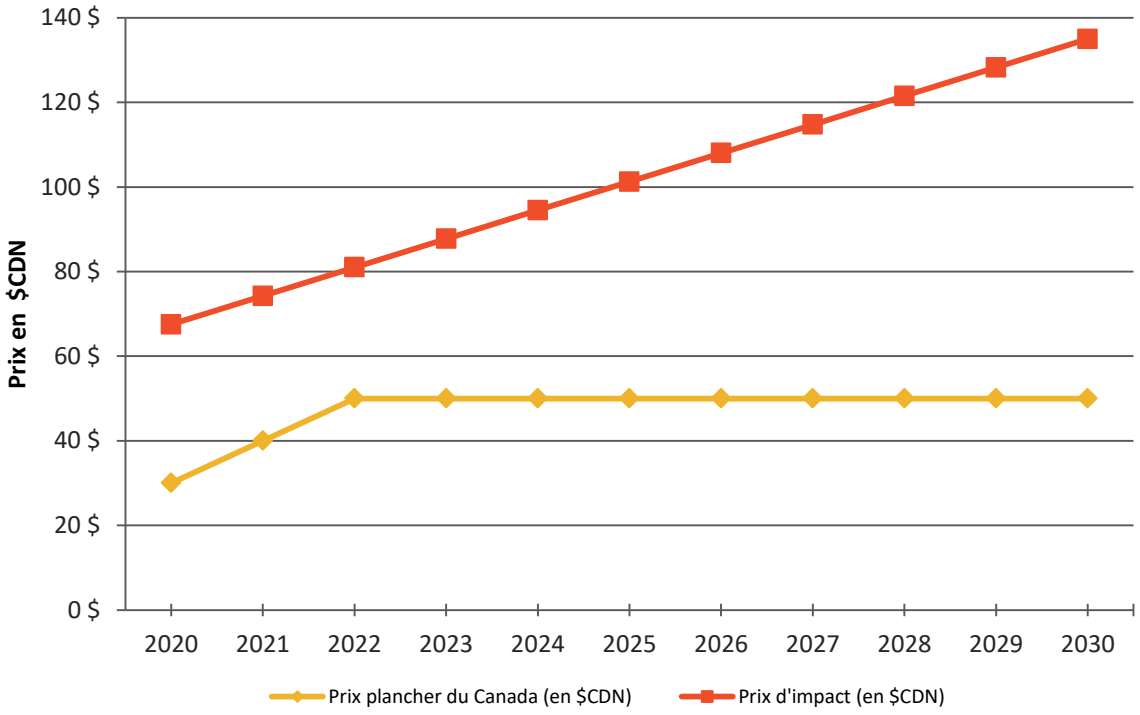
[6] World Bank, Report of the High-Level Commission on Carbon Prices2017, conclusion on the Executive Summary page 3 https://static1.squarespace.com/static/54ff9c5ce4b0a53decccfb4c/t/59b7f2409f8dce5316811916/1505227332748/CarbonPricing_FullReport.pdf

[7] https://fr.wikipedia.org/wiki/Greenwashing

En fait, tant que la propriété des émissions et des réductions est confirmée sous la responsabilité de l'émetteur, les crédits de carbone qui sont vérifiés avec rigueur demeurent avantageusement complémentaires à une tarification/taxe carbone. Ce faisant, les « revenus carbone » découlant de la vente de ces crédits constituent un incitatif d'effort/geste positif. Ce qui renforce les stimuli aux changements[8] (la carotte et le bâton). En effet, les solutions normatives peuvent être accompagnées des solutions incitatives où différentes combinaisons possibles aideraient à atteindre les résultats escomptés.

Ainsi, le graphique 1 illustre l'écart entre un prix d'impact annoncé par un document de la Banque mondiale en 2017 et le prix plancher canadien en $CDN/t CO2e établit par le gouvernement canadien. Cet écart se situerait d'un minimum de 30$ CAD à un maximum de 85$ CAD par tonne de CO_2e [9].

Graphique 1: Écart du prix plancher canadien avec le prix d'impact



Bref la tarification carbone réglementée, plus toutes contributions complémentaires volontaires ne devraient pas être en opposition, au contraire ensemble ils procurent un plus grand financement de tous projets au niveau local, et nous croyons que c'est l'essence de l'esprit de l'Accord de Paris, c'est-à-dire la participation de toutes les parties prenantes.

[8] Matthieu Ricard, « *Plaidoyer pour l'altruisme, la force de la bienveillance* ». Éditions NIL, Paris ISBN 978-2-84111-623-2, page 600-601.
[9] https://www.solutionswill.com/wp-content/uploads/2020/08/Federal-carbon-pricing-memoir_by_WILLSolutions_August2020.pdf

3) How readily do you anticipate host countries will be willing and able to make such adjustments and by when? What incentives are there (could there be) for countries to make such adjustments, given they will have to then find and finance other reductions to meet the NDC?

Nous ne savons pas et nous ne pouvons pas l'anticiper dans le contexte actuel d'extrême volatilité politique, tout en constatant que la volatilité est souvent porteuse de changement.

1. Le contexte économique international actuel fait état d'une hyper-mondialisation, qui en ce moment, retraite face à la montée d'un protectionnisme et d'un nationalisme économique[10] qui a semblé débuter avec le Brexit[11], soit quelques mois suivant l'Accord de Paris en décembre 2015.
2. D'après nous cette situation géopolitique sera la pierre d'assise de l'ajustement fondamental qui soutiendra ou pas la vision de l'article 6 de l'accord de Paris[12].
3. Nous croyons, dans ce contexte, qu'il faut encore chercher et considérer l'implantation de solutions alternatives à un marché unique pour ne pas laisser les pays en voie de développement seuls et déconnectés face à leurs obligations de Contribution nationale déterminée (NDC) [13].
4. Quels seraient ces «corresponding adjustments»? Nous sommes bien curieux et intrigués de voir les mécanismes qui les supportent!

4) If countries may be unwilling or unable to make such adjustments, at least in the near term, would you support allowing corporates to continue to use such (non-adjusted) credits for a period of time if that is needed to maintain and grow voluntary climate action and finance? How could that be designed in a way that also incentivizes and supports country readiness to provide adjustments?

Notre réponse reprend notre argumentation de la question 2 à savoir l'utilisation de crédits de carbone du marché volontaire, développés sous des programmes reconnus, ne devraient pas être associés à un «corresponding adjustments». Les corporations devraient pourvoir en tout temps pouvoir utiliser les crédits de carbone du marché volontaire appuyés par des programmes reconnus.

Nous sommes persuadés que le développement de cluster infranational et national de marché volontaire du carbone régional (sur une base d'achat local), en particulier pour les pays en voie de développement, serait une approche réaliste et constructive et est une voie à explorer[14]. En fait la possibilité d'utiliser des technologies existantes d'Internet des Objets (IdO), d'intelligence Artificielle (IA), de Block Chain et du 5G pour connecter les

[10] Project Syndicate https://www.project-syndicate.org/commentary/reducing-poverty-under-deglobalization-by-pinelopi-koujianou-goldberg-2020-09?utm_source=Project+Syndicate+Newsletter&utm_campaign=78ea5d6c4a-sunday_newsletter_20_09_2020&utm_medium=email&utm_term=0_73bad5b7d8-78ea5d6c4a-104295241&mc_cid=78ea5d6c4a&mc_eid=2ccb05cfbf

[11] https://en.wikipedia.org/wiki/Brexit

[12] ITMO : *International Trading Mitigation Outcome*

[13] Double counting. https://www.solutionswill.com/wp-content/uploads/2019/07/Carbon-credit-chronicles-4-Double-counting-in-the-climate-equation.pdf

[14] Project Syndicate https://www.project-syndicate.org/commentary/reducing-poverty-under-deglobalization-by-pinelopi-koujianou-goldberg-2020-09?utm_source=Project+Syndicate+Newsletter&utm_campaign=78ea5d6c4a-sunday_newsletter_20_09_2020&utm_medium=email&utm_term=0_73bad5b7d8-78ea5d6c4a-104295241&mc_cid=78ea5d6c4a&mc_eid=2ccb05cfbf

bâtiments d'un tel cluster est dans le domaine des développements d'aujourd'hui. L'enjeu est de les rendre facilement accessible à ces régions.

5) Do you feel requiring corresponding adjustments for such voluntary commitments will help or hinder climate change mitigation efforts and why?

Nous ne croyons pas que ces initiatives de «corresponding adjustments» suggérés (fragmentation des labellisations) vont aider au dénouement des enjeux de l'article 6 de l'Accord de Paris. Nous croyons aux initiatives locales, de réductions et de séquestrations des émissions de GES, appuyées et soutenues par des achats locaux. Ces initiatives doivent demeurer accessibles et complémentaires à toute tarification et réglementation gouvernementales. À cet égard la possibilité d'utiliser des technologies existantes d'Internet des Objets (IdO), d'intelligence Artificielle (IA), de Block Chain et du 5G pour connecter les bâtiments d'un tel cluster est dans le domaine des développements d'aujourd'hui.

En espérant que nos commentaires soient utiles, et nous restons disponible pour discuter à votre convenance.

About WILL

WILL Solutions Inc. (WILL) is a B Corp. certified Canadian private company headquartered in Beloeil, QC. The company is active in the voluntary carbon market sector with the Sustainable Community project. Since March 2020, WILL is part of the B Corp netzero2030 initiative[15]. WILL has a social philosophy based on sharing. It rests on two major pillars: democratizing access to carbon credits through the pooling of local GHG reduction projects by Quebec SMEs and NPOs and returning as much money as possible to these partners following the sale of carbon credits by WILL. The company has been carbon neutral since 2007 and is committed to returning 10% of its net profit to community based projects and initiatives that support sustainable development.

About Sustainable Community

Sustainable Community (SC) is a project to democratize the voluntary carbon market that is validated under the VCS program administered by VERRA. SC is the first cluster project of the 1,622 validated projects worldwide that brings together GHG reductions as a onestop solution for its members. This community business model made up of hundreds of micro-projects is intended to operate as a catalyst for local actions that engage a variety of stakeholders. On July 21, Sustainable Community was awarded the Solar Impulse Label. Internet reference: https://solarimpulse.com/efficient-solutions/sustainable-community.

[15] https://www.bcorpclimatecollective.org/net-zero-2030